



République française
Département du Rhône
Commune de Chabanière

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU MAIRE
N°2020-06-106**

Classification : 6.1 Police municipale

OBJET : Réglementation de circulation et de stationnement

Le maire de la commune de Chabanière (Rhône)

Voie : « Chemin de Bénégas » Saint Sorlin – 69440 Chabanière

VU le code de la route,

VU le code de la voirie routière,

VU les articles L 2212-2 et 2213-1 du code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

VU l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU la demande présentée le 15/12/2020 par l'entreprise « GAZAR TP CONCEPT » représentée par Mr Yann GAZAR, dit le bénéficiaire, sise à Dardilly cedex 69134,

CONSIDERANT que pour permettre le remplacement d'un appui Orange sur la voie « chemin de Bénégas » à Saint Sorlin, 69440 Chabanière,

Il convient de réglementer le stationnement et la circulation des véhicules pour assurer la sécurité des personnes chargées des travaux et des usagers des voies selon les dispositions suivantes :

Arrête :

Article 1^{er} – Autorisation

La voie : « chemin de Bénégas » à Saint Sorlin, 69440 Chabanière, sera rétrécie à la circulation des véhicules à l'aide d'un alternat manuel.

Cette réglementation sera effective à compter du 23 décembre 2020 pour une période de 20 jours.

Le bénéficiaire aura la responsabilité de mettre en place les panneaux de signalisation en amont de chaque côté des voies.

Article 2 – Prescriptions techniques particulières.

L'installation visée à « l'article 1 » sera réalisée de façon à préserver le passage des véhicules de secours et des riverains.



Article 3 – Sécurité et signalisation de chantier.

La signalisation de chantier sera mise en place, entretenue et déposée par le bénéficiaire à partir du 23/12/2020 date de début des travaux, conformément aux dispositions du code de la route et de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application.

Article 4 – Responsabilité.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 – Formalités d'Urbanisme.

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Article 6 – Validité et renouvellement de l'arrêté.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'elle puisse résulter, pour ce dernier, de droit à l'indemnité.

Si pour des raisons techniques, la durée de la manifestation est prolongée, le bénéficiaire demandera une autorisation d'occupation de la dépendance domaniale pour une durée supplémentaire.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai immédiat à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation et dès la réouverture des voies publiques.

Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 7- Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Le bénéficiaire affichera cet arrêté aux abords immédiats de la portion de voie concernée.

Le présent arrêté sera transmis par la commune à :

- Le bénéficiaire pour attribution,
- La Gendarmerie de Mornant,
- Le SITOM,
- La COPAMO,
- Les sapeurs-pompiers de St Didier s/Riverie et St Maurice sur Dargoire.

Chabanière, le 22/12/2020

L'Adjoint à la voirie,
Christian BRUNON

